

Le pouvoir aux travailleurs

15 NOVEMBRE 2009

N° 158

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

| <u>SOMMAIRE</u> | PAGES |
|---|-------|
| <u>EDITORIAL :</u> | |
| - GREVES DANS LA FONCTION PUBLIQUE : L'ETAT FAIT LA SOURDE OREILLE DEVANT LES REVENDICATIONS ! | 2 - 3 |
| - ELECTION OU PAS, NE PAS SE LAISSER DIVISER ENTRE TRAVAILLEURS | 4 |
| - AVEC DES CLASSES SURCHARGEES, C'EST L'ECHEC SCOLAIRE GARANTI ! | 5 |
| - COUPURES D'EAU ET D'ELECTRICITE : ON EN A MARRE ! | 5 - 6 |
| - LA POLICE RECRUTE : IL Y A URGENCE ET URGENCE ! | 6 |
| - AU SECOURS AU POMPIER ! | 6 |
| - ACCIDENT DE CIRCULATION : LES AUTORITES SONT AUSSI RESPONSABLES ! | 7 |
| - UNIWOOD : IL FAUT L'EMBAUCHE POUR TOUS LES CONTRACTUELS | 8 |
| - IVOIRIENNE DE MANUFACTURE : UN PATRON QUI SE CROIT TOUT PERMIS | 8 - 9 |
| - SOCIETE DES CIMENTS D'ABIDJAN : LES TRAVAILLEURS EN GREVE | 9 |

**GREVES DANS LA FONCTION PUBLIQUE :
L'ETAT FAIT LA SOURDE OREILLE DEVANT LES REVENDICATIONS !**

De nombreux secteurs de l'administration sont actuellement touchés par des grèves. La presse et les médias gouvernementaux minimisent leur importance en leur accordant à peine quelques lignes comme s'il s'agissait d'un petit fait divers. Et pourtant lorsqu'il s'agit de commenter les faits et gestes du président ou de son épouse, on n'économise ni papier ni salive. Manifestement, le gouvernement ne veut pas que ça se sache.

Mais ils ont beau faire semblant d'ignorer les grèves des salariés, cela se voit par le simple fait que de nombreux bureaux et écoles sont fermés. Cela a commencé par un mouvement limité aux greffiers. Quelques jours après ce sont les enseignants du supérieur qui se sont mis en grève pendant une semaine. Des enseignants des collèges s'y sont mis à leur tour. Ensuite ce sont les employés des sous-préfectures qui ont arrêté de travailler. Presque en même temps les agents du ministère de l'Economie et des Finances se sont aussi mis en grève. Il y a encore de nombreux secteurs de l'administration qui ne sont pas encore touchés par ce mouvement revendicatif. Mais il n'est pas encore terminé.

Les revendications sont diverses. Pour les uns, ce sont des primes promises mais qui n'ont pas été versées. Pour les autres, ce sont les salaires qui sont versés avec beaucoup de retard, des révisions de grilles de salaires que l'Etat bloque, etc. Mais derrière toutes ces revendications, il y a surtout le fait que pendant que la vie devient de plus en plus chère, les salaires et les primes diverses sont à la traîne.

Les employés du public qui expriment par la grève leur colère contre leur employeur, l'Etat, ont raison de le faire car il faut qu'ils se fassent respecter. Il faut que leurs salaires et leurs primes leur soient versés en temps et en heure mais soient aussi révisés à la hausse, au moins pour rattraper ce qui a été grignoté par la hausse des prix et des loyers, entres autres.

Et si eux, les employés de l'Etat, qui ont pourtant un emploi stable et par conséquent un revenu régulier, sont mécontents de leurs conditions d'existence, que dire de ceux qui sont dans le privé et qui n'ont que des petits emplois de plus en plus mal payés, soumis à des augmentations de cadences infernales, qui n'ont ni contrats fixes, ni aucune protection sociale et qui subissent le mépris et l'arrogance de leur patrons ? Il y a en effet de quoi être en colère dans ce pays. Ceux qui sont en bas de l'échelle ne sont ni écoutés ni respectés. Les dirigeants de l'Etat savent l'existence des difficultés de ceux qui n'ont que leur force de travail pour survivre. Mais ils ferment les yeux. Et pendant que l'écrasante majorité des petits salariés de l'Etat et du secteur privé se serrent la ceinture, ceux qui sont les plus haut placés dans l'appareil d'Etat vivent comme des pachas en puisant impunément dans les caisses de l'Etat. Ils vivent dans les mêmes quartiers et mènent le même train de vie que les patrons des grandes entreprises du privé. Qui se ressemble s'assemble. Ils font en effet partie du même monde, celui des exploiters et des profiteurs. Les actionnaires et les patrons des entreprises capitalistes peuvent compter sur la complicité des dirigeants de l'Etat pour continuer à exploiter féroce ment les travailleurs dans leurs établissements.

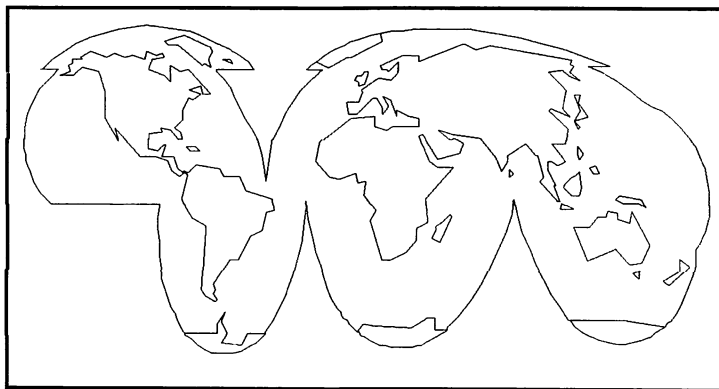
Aujourd'hui, même si la grève est loin d'être générale dans la fonction publique, il y a tout de même une partie non négligeable des employés de l'Etat qui montrent leur colère. Mais si l'Etat continue de faire la sourde oreille sur leurs revendications ou bien se contente de donner de vagues promesses sans lendemain, la colère ne va pas s'apaiser et pourrait devenir contagieuse. Tout dépendra de la capacité des fonctionnaires mécontents de se solidariser d'abord entre eux pour augmenter leur force face à la puissance publique. Ils peuvent aussi trouver au sein de la population des oreilles attentives à leurs revendications. Mais pour cela il faudrait au moins que les dirigeants syndicaux qui animent ces mouvements revendicatifs aient une politique en direction de la population.

ELECTION OU PAS, NE PAS SE LAISSER DIVISER ENTRE TRAVAILLEURS

Le faux suspens sur la date de l'élection présidentielle a pris fin à l'annonce officielle de son report pour une « date ultérieure ». C'est le cinquième report depuis la fin du mandat présidentiel de 2005. Le motif invoqué par l'autorité chargée de superviser cette élection serait d'ordre « technique ». Elle n'aurait pas eu suffisamment de temps pour fixer définitivement la liste de ceux qui auront le droit de voter, c'est à dire de ceux à qui l'Etat ivoirien veut ou ne veut pas donner le titre de citoyen. Et là il ne s'agit nullement d'une question technique mais politique. Ils ont beau dire qu'ils n'ont pas fini de croiser et de recroiser les fichiers électoraux et les fichiers de recensement de la population dans tous les sens pour établir une liste électorale définitive. Mais ceux dont les noms ne figurent nulle part soit parce qu'ils ont été refusés dès le départ soit parce qu'ils n'ont pas eu la possibilité de le faire, ne s'y trouveront pas par miracle. Et si les autorités continuent de refuser d'y faire figurer leur nom cette question ne sera jamais résolue. Il y a officiellement plus d'un million de personnes qui se retrouvent exclues de cette manière sur un total de plus de 6,3 millions d'inscrits.

Gbagbo a tous les leviers du pouvoir en main depuis 10 ans et il n'a pas de raison particulière de se presser pour avoir un nouveau mandat de cinq ans. Ses adversaires politiques, eux ont des raisons d'être pressés de prendre sa place mais sur ce terrain électoral c'est Gbagbo qui a les cartes en main. Ils se gardent bien de faire pression sur le gouvernement en disant par exemple clairement que tous ceux qui sont inscrits devraient avoir le droit de voter. Ils ne le feront pas parce qu'ils ne veulent pas passer pour des gens qui veulent faire passer des « étrangers » pour des ivoiriens. Ils considèrent cela comme une insulte mais les travailleurs n'ont aucun intérêt à se laisser entrainer dans cette division artificielle entre étrangers et nationaux. Tous ceux qui travaillent ici et vivent de leur travail sans exploiter personne devraient avoir les mêmes droits. Ce n'est pas un bout de papier qui doit faire la différence entre les travailleurs. Ce qui est commun à tous les travailleurs, ivoiriens ou pas, c'est le fait qu'ils sont méprisés par leurs exploiters et par l'Etat à leur service. C'est en se mettant ensemble, coude à coude autour de leurs revendications communes qu'ils se donneront plus de force et plus de chance pour améliorer leurs conditions d'existence.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

AVEC DES CLASSES SURCHARGEES, C'EST L'ECHEC SCOLAIRE GARANTI !

Le manque de lycées et de collèges fait que les salles de classe sont surchargées. Ainsi dans certaines écoles, il peut avoir jusqu'à 117 élèves dans une seule classe de 6^{ème}, assis à 4 sur un banc prévu pour 2. Et en terminale, on se retrouve à près de 80 élèves par classe. Dans de telles conditions, que peuvent retenir des élèves qui ont tout à apprendre? Quel professeur peut dans de telles situations s'atteler à corriger les lacunes de chaque élève ?

Comment alors s'étonner de la baisse du niveau scolaire et des taux d'échecs aux examens frisant les 80%. Il ne peut pas y avoir de miracle. Pour pallier les insuffisances des écoles

publiques, les parents sont obligés d'envoyer leurs enfants dans des écoles privées. Mais chaque année, ces derniers augmentent les frais de scolarité. Les parents pauvres n'ont plus d'autre choix que de se tourner vers les écoles boutiques.

Actuellement ont lieu les préinscriptions à l'université, on parle de 19 000 étudiants pour 10 000 places disponibles, soit pratiquement le double. Ce seront encore des étudiants laissés sur le carreau.

L'argent, il en existe pour construire plus d'écoles, plus de centres de formation, plus d'universités mais cela ne fait pas partie des priorités de nos dirigeants.

COUPURES D'EAU ET D'ELECTRICITE : ON EN A MARRE !

Les coupures d'eau et d'électricité sont monnaie courante maintenant à Abidjan. Des quartiers de Yopougon (Ananeraie, Gesco) et d'Abobo (Sagbé, Dokui, Avocatier, PK 18) manquent continuellement d'eau courante. Cela dure déjà depuis longtemps et devient de plus en plus insupportable. Les femmes sont obligées de faire de longues distances nuitamment, des bassines ou des bidons sur la tête, à la recherche d'eau pour les besoins de la famille. En dehors de l'inconfort de cette situation, elle expose les populations à des risques d'hygiène et d'insécurité.

A ce manque endémique d'eau vient de se greffer des coupures

intempestives d'électricité. Quand ce n'est pas tout Abidjan qui est plongé dans le noir pendant plusieurs heures, ce sont des quartiers, qui les uns après les autres, sont privés de courant. Les quartiers populaires sont le plus touchés par ce délestage. Malgré les augmentations à répétition des factures de la CIE, celle-ci n'arrive pas à assurer un service convenable à la population. Certes, la Côte d'Ivoire vend de l'électricité à des pays voisins. C'est un choix qu'elle a fait tout en sachant qu'elle est incapable de fournir suffisamment d'électricité aux habitants d'ici. Le pouvoir en place préfère donc engranger des dividendes plutôt que de satisfaire les besoins de la population.

L E U R S O C I E T E

Ces gros bonnets ne sont pas au fait des souffrances causées aux populations par ces coupures. Ils habitent des quartiers où même les piscines ne manquent jamais d'eau et où des groupes électrogènes assurent la continuité de la fourniture

d'électricité. Mais espérons que toutes les petites colères dues à ces coupures qui s'ajoutent à bien d'autres problèmes finiront par exploser au visage de ces messieurs. C'est ainsi que les populations pourront se faire entendre !

LA POLICE RECRUTE : IL Y A URGENCE ET URGENCE !

Le gouvernement vient de recruter 1364 nouveaux policiers. C'est sûr que ces nouveaux venus viendront renforcer le nombre de racketteurs en uniforme, pas assez nombreux aux yeux des dirigeants de ce pays. Pendant que les enseignants eux vont continuer à avoir parfois plus de 120 élèves par classes, pendant que les

hôpitaux publics se détériorent faute de matériels et de médicaments, la plus urgente des choses que le gouvernement a trouvé c'est de renforcer le nombre des policiers. C'est dire à quel point Gbagbo est soucieux des préoccupations vitales de la population !

AU SECOURS AU POMPIER !

Le dimanche 8 octobre, une cour située à Abobo Mahou était en feu. Cet incendie fut causé par une bougie allumée par l'un des locataires qui voulait apporter un peu de lumière dans sa maison parce qu'il y avait une coupure du courant.

Le premier camion citerne des pompiers qui était arrivé sur le lieu de l'incendie, à la grande surprise de tous, était un camion sans eau ! Les riverains ont commencé à s'énerver contre les pompiers quand quelques minutes après un autre camion citerne est arrivé cette fois-ci chargé d'eau. Cette situation n'est pas un cas isolé, en effet les colères contre les pompiers

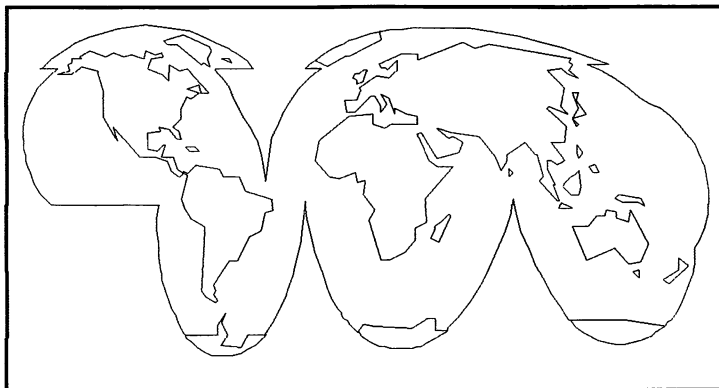
voire même leur lynchage par la population, pour cause de retard ou d'inefficacité face aux incendies, sont devenus fréquents dans les différentes communes d'Abidjan.

S'en prendre aux pompiers parce qu'ils n'ont pas les moyens efficaces pour faire leur travail c'est comme s'en prendre aux infirmiers parce que l'hôpital est mal outillé. Les vrais coupables ce ne sont pas les pompiers qui sont en manque de moyen pour mieux secourir la population, ce sont plutôt les dirigeants du pays qui refusent de donner de véritables moyens de secours aux pompiers.

L E U R S O C I E T E**ACCIDENT DE CIRCULATION :
LES AUTORITES SONT AUSSI RESPONSABLES !**

La semaine dernière, un accident dramatique entre un taxi et un camion a fait six morts à Port-Bouët. On a vu avec quel empressement les autorités ont déclaré que l'accident était de la seule responsabilité d'un des conducteurs. C'est trop facile d'accuser les autres et de se dégager de ses propres responsabilités. Il est

vrai qu'il y a des conducteurs imprudents et des véhicules en mauvais état. Mais il y a surtout que les routes sont dans un état lamentable et qu'il y a des feux qui ne fonctionnent pas ou qui n'existent pas. Et ça c'est de la responsabilité des autorités publiques. Mais admettre cette vérité c'est s'accuser soi-même!

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS**UNISSONS-NOUS !**

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

UNIWOOD : IL FAUT L'EMBAUCHE POUR TOUS LES CONTRACTUELS

Une vingtaine de travailleurs ont déposé sur le bureau de leur patron une revendication dans laquelle ils réclament l'embauche.

Uniwood est une scierie située dans la zone industrielle de Yopougon. Elle est subdivisée en plusieurs sections dont une section qui se charge de la confection des portes. C'est dans cette section que les travailleurs réclament leur embauche.

Cela fait plus de 15 ans pour certains d'entre eux qu'ils travaillent sans être embauchés, pour d'autres, c'est moins ; mais toujours est il que tous ont dépassé les deux ans de service après lesquels ils devraient être embauchés selon les règles en

vigueur. Après toutes ces années de travail et après avoir été exposés à tous ces risques que comporte le travail dans une scierie, il n'y a ni retraite, ni prise en charge maladie ou blessure, les travailleurs peuvent être renvoyés à tout moment.

Ces ouvriers ne sont pas les seuls concernés par ce problème dans cette entreprise. Plusieurs autres sont dans la même situation.

Plus généralement, dans la zone industrielle de Yopougon, plus de la majorité des travailleurs sont confrontés au problème de l'embauche. C'est donc un problème général.

IVOIRIENNE DE MANUFACTURE : UN PATRON QUI SE CROIT TOUT PERMIS

Les délégués du personnel ont été convoqués à une réunion par la Direction. Elle leur a annoncé un plan de licenciement d'une cinquantaine d'ouvriers, soit la moitié de l'effectif de l'usine. Le prétexte avancé par la Direction, est la « raison économique ». Les premiers concernés par ce plan de renvoi massif sont ceux qui ont le plus d'ancienneté dans l'entreprise.

Ivoirienne de Manufacture (IM) est une fabrique de flacons en plastique. Elle est située à Yopougon non loin de Sonaco, avant Micaao.

Le procédé de fabrication de ces flacons se fait par des machines à injection. L'ouvrier alimente la machine en granulés d'un côté et récupère les flacons en plastique de l'autre.

Ensuite, à l'aide d'un couteau, il retire les bavures qui entourent les flacons. Certains sont directement mis en stockage, tandis que d'autres vont à la section impression pour être imprimés.

IM avait jusque-là une douzaine de ces machines à injection, certaines plus récentes, donc plus performantes que d'autres. La performance d'une machine est calculée sur la base de la quantité de flacons produite en un temps donné. Ainsi, un ouvrier qui travaille sur une ancienne machine produira nécessairement moins de flacons en une journée de travail alors que celui qui travaille sur une machine plus récente en produira plus durant le même laps de temps. La cadence de travail est donc donnée par la machine.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Ainsi, avec des machines plus modernes, le patron peut tirer la même production qu'auparavant, avec un effectif d'ouvriers moindre. En d'autres termes, au fur et à mesure que les machines se renouvellent, un ouvrier fait le travail de deux ouvriers, puis de trois, puis de quatre, etc. La seule limite étant la résistance collective des ouvriers face à cette exploitation toujours plus accrue.

IM vient d'acquérir justement un parc de cinq machines de nouvelle génération. Du coup, la Direction voudrait en profiter pour se séparer d'une cinquantaine d'ouvriers. Et, bien sûr, ce sont les anciens ouvriers qu'elle voudrait avant tout jeter à la porte pour éliminer ceux qui bénéficient de prime d'ancienneté et augmenter par ce procédé ses bénéfices.

Le patron voulait que les délégués acceptent de signer un papier attestant leur accord. Ce que les délégués ont refusé. Ils ont en revanche exigé que ce papier soit soumis à leurs dirigeants syndicaux et à un inspecteur du travail.

Mais ce patron, comme tous ses semblables, ne craint ni la loi, ni les hommes de lois, ni les hommes du gouvernement. Parce que la loi est généralement en leur faveur. Quand ce n'est pas le cas, ils achètent hommes de lois, hommes du gouvernement, inspecteurs de travail, juges, ministres, etc.

Ce patron d'IM n'est pas à son premier coup. L'usine Afrique Industrie, qui était aussi sa propriété, est devenue, il y a de cela environ cinq ans, Nouvelle Afrique Industrie. Avant de changer de nom, il a intégralement licencié tous les ouvriers pour « raison économique ». Il a ensuite repris certains d'entre eux en fonction de leur tête, tout en diminuant leur salaire et les réduisant de fait en journaliers, même si officiellement ils ne sont pas journaliers.

Cet exploiteur arrogant et méprisant envers les travailleurs se croit tout permis. Lui qui a l'habitude d'acheter les hommes politiques et les hommes de loi, il pense pouvoir encore une fois s'en tirer à bon compte.

SOCIETE DES CIMENTS D'ABIDJAN : LES TRAVAILLEURS EN GREVE

Les ouvriers de la Société des Ciments d'Abidjan (SCA) sont en grève depuis le 6 novembre. Ils protestent contre la baisse de la prime de production décidée par le patron. Cela vient grever leur salaire déjà maigre. La SCA est située au port de Vridi. Elle produit plus de 2.500 tonnes de ciment par jour et réalise un chiffre d'affaire de 50 milliards de francs par an. Elle affiche deux milliards de bénéfice par mois.

Aujourd'hui, la Direction se plaint des travailleurs parce que cette

grève qui bloque la production lui a fait déjà perdre un chiffre d'affaire de plusieurs centaines de millions de francs.

C'est dans ces moments là que le patron réalise que ce n'est pas lui qui fait tourner l'usine mais les ouvriers pour lesquels il a tant de mépris. Lui, il se contente tout juste de ramasser les profits réalisés grâce au travail des ouvriers.

Ce qui est sûr, c'est que les ouvriers ne sont pas prêts à accepter de se faire plumer sans réagir.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation